

Lettre n°1256

Monsieur,

STAT

Plus de 50 % de ballotages. Plus d'un tiers du corps électoral réfugié dans l'abstention. Voilà, sur le plan politico-philosophique, les deux enseignements de la consultation d'hier, les deux événements matière à réflexions.

Le Français est un animal politique évolué, ou qui se croit tel, ce qui revient au même. En tous cas, c'est un blasé de la politique et, comme tous les blasés, il lui faut un raffinement frisant le vice pour qu'il apprécie et réagisse. Ce raffinement, il le trouve dans la diversité des étiquettes. Le résultat est l'éparpillement des voix et la multiplication des ballotages. Et puis, il y a celui qui est désabusé, dégoûté de la politique. Comme l'homme qui a fait trop longtemps trop bonne chère et de qui l'estomac détraqué n'éprouve plus que de l'indifférence, voire de la répulsion pour les mets quels qu'ils soient. Celui-là ne mange plus. Sur le plan électoral, il s'abstient. Son estomac délabré, son dégoût, ne sont d'ailleurs pas toujours de son fait; il les a souvent hérités de son père. Le résultat est le même.

Dans la pratique, et encore que Jules Moch et le RPF se jettent leurs statistiques et leurs interprétations à la tête, les conclusions tirées du premier tour sont, à peu de chose près, toutes semblables. Que le RPF ait 170 élus, comme le prétend Jules Moch, ou 266 comme il s'en targue; que l'ensemble de ses électeurs constitue 25,34 ou 31,40 % des suffrages exprimés, peu importe. Dans un cas comme dans l'autre il ne s'agit nullement du raz-de-marée qu'il espérait. Quant aux communistes, pour lesquels il ne saurait y avoir de contestation, la chute du nombre de leurs suffrages ne signifie rien, mais les quelques points perdus en pourcentage signifient beaucoup.

Le second tour sera vraisemblablement sans histoire, dominé qu'il sera par les retraits de candidatures, avec ou sans (le plus souvent sans) désistement. Les communistes seront rarement gagnants à ce jeu. Par contre l'anti-communisme dictera aux électeurs les transports de voix que les candidats n'auront pas eux-mêmes officiellement conseillés. Les radicaux seront souvent les bénéficiaires de l'opération. Il y a peu de chance pour que les abstentionnistes se repentent. Ceux qui le feraient apporteraient généralement de l'eau au moulin des partis gouvernementaux, car il est bien rare que les abstentionnistes soient des partisans des extrêmes.

A l'occasion du second tour, les communistes affirment à nouveau leur haine des socialistes. Au cours d'une réunion réservée aux propagandistes du parti, Billoux déclarait ce soir qu'aucun candidat communiste ne se désisterait au bénéfice d'un candidat socialiste plus favorisé. Il donnait d'autre part à ses interlocuteurs le conseil de poursuivre leur campagne anti-gaulliste, avec prudence toutefois, en désignant de Gaulle comme fauteur de guerre, mais en y mettant des formes afin de ne pas s'aliéner certains milieux résistants.

On peut d'ores et déjà considérer que les élections cantonales n'auront apporté aucun changement important dans la carte politique française. Ce qui est à remarquer, c'est que les leaders de tous les partis se déclarent satisfaits, y compris de Gaulle lui-même, nullement affecté par l'échec subi dans le canton auquel appartient Colombey-les-deux-Eglises.. "nul n'est prophète...."

Approved For Release 2005/04/22 : CIA-RDP83-00415R002900030016-9

Le Pacte de l'Atlantique continue à susciter de nombreux commentaires. Les Allemands ont malicieusement remarqué qu'ils sont les seuls qui puissent s'attendre à "une assistance automatique en cas d'agression" bien qu'ils ne participent pas au Pacte en qualité d'Etat souverain. Ils étayaient cette opinion sur la lecture des articles 5 et 6 du texte, "l'article 5 dans lequel les Etats-Unis prennent un engagement moral pour la défense des pays participants", l'article 6 qui inclut dans les cas d'application de l'article précédent "une agression contre les forces d'occupation de l'une quelconque des parties en Europe". Les Allemands considèrent cela comme une garantie supérieure à celle obtenue par les parties officiellement contractantes, puisqu'il est à supposer que l'automatisme aura pratiquement le plus de chance de s'exercer si l'attaque se dirige contre des troupes américaines stationnées en Allemagne. Mais le commentaire le plus caractéristique de tous ceux exprimés à ce jour paraît bien être celui des Italiens, lorsqu'un porte-paroles de Sforza a considéré comme étant le plus important l'article 5 qui prévoit que si une partie est attaquée, chacune des autres parties peut prendre les mesures qu'elle estime nécessaires et lorsqu'il a ajouté que cela impliquait "la légitimité de la non-intervention armée". C'est-à-dire, en somme, que les Italiens recherchent dans le texte les dispositions qui leur permettraient d'échapper éventuellement à leurs obligations, les dispositions qui font que les signataires peuvent violer l'esprit du Pacte tout en respectant la lettre. Je vous ai déjà fait remarquer, dès vendredi, que c'était là le point faible de ce pacte, de ne pas se fonder sur l'automatisme, mais il ne sert à rien d'exprimer des regrets puisque, aussi bien, cette automatisme, il était impossible de l'inscrire.

Maintenant que le Pacte de l'Atlantique est pratiquement paraphé et que les Américains sont à peu près rassurés sur l'évolution du communisme en France, la mise au point va pouvoir se faire. Revers sera le 23 ou le 24 à Washington où, officiellement, il se rend pour accrocher la Légion d'Honneur au drapeau de West Point. Mais, Chef d'Etat-major français, il rencontrera Omar Bradley, chef d'Etat-major américain et les autorités civiles de la Défense nationale des Etats-Unis. L'information officielle dit qu'il s'agira de la défense commune dans le cadre du Pacte. Complétons en disant qu'il s'agira "de la défense de la ligne du Rhin en cas d'agression étrangère". Il s'agira également pour Revers d'exposer les besoins de l'armée française et d'estimer l'ampleur de la part qui devrait nous être réservée dans le prêt-bail militaire. Cette visite de Revers sera d'ailleurs suivie, voire accompagnée, des visites des différents chefs d'Etat-major des pays signataires du Pacte.

Mais à peine ce Pacte de l'Atlantique est-il né, que le pacte Méditerranéen est à l'ordre du jour de toutes les Chancelleries. Il est à l'origine du départ de Culbertson, représentant américain au Portugal pour les Etats-Unis où il restera une dizaine de jours. Chaud partisan d'une alliance avec l'Espagne, Culbertson veut, dit-on, pousser le gouvernement américain à inclure le Portugal et, partant, l'Espagne, dans le Pacte Méditerranéen. Dans ce Pacte, l'Egypte jouera - je vous l'ai déjà écrit - un rôle-clé. Pour garder tout son poids dans ce projet, comme dans celui de l'aménagement du Nil, le gouvernement égyptien vient d'attribuer un crédit de 4 millions de £ au fonds commun approvisionnant le budget du barrage Victoria en Ouganda. Le Caire pense également participer à la construction d'un barrage sur le lac Tana à la sortie du Nil-Bleu d'Abyssinie. Un point noir cependant dans le pacte Méditerranéen : les critiques adressées par la Turquie qui juge insuffisante l'aide que lui apporte l'ECA. Les Américains estiment en effet que le Gouvernement d'Ankara n'a pas encore réussi à assainir sa situation économique et financière, bref, qu'il faut d'abord que ces "paniers percés" de Turcs mettent de l'ordre dans leur maison avant d'espérer une aide plus substantielle.

Sur le plan économique, le facteur le plus important intervenu au cours de ces dernières semaines est le désir arrêté des Britanniques de faire de la Livre sterling la monnaie européenne. C'est ce que, pratiquement, ils ont dit au Comité exécutif de l'OECE, et c'est ce que le Gouverneur de la Banque d'Angleterre a fait comprendre le mois dernier au directeur de la Banque de Bâle. Dans leur esprit, le sterling devrait devenir une monnaie convertible dans toute l'Europe et c'est la place de Londres qui assurerait

(Comprimé des nouvelles officielles dont vous lirez le détail dans la presse)

FRANCE.

- Au lendemain des élections on a enregistré à la Bourse une baisse des cours de l'or. C'est ainsi que le napoléon a ouvert à 4525 contre 4650. En revanche, les rentes se sont montrées très fermes : le 3 % s'inscrivait à 64,60 et 64,80 contre 64,20 et le 3 1/2 % 1942 à 66 contre 65,30.

- Les "milieux autorisés" ont ainsi précisé l'attitude de la France à l'égard de l'Espagne et de son éventuelle inclusion dans le Pacte Atlantique : "Tant que l'Espagne conservera un régime qui ne correspond pas aux idéaux démocratiques des pays signataires, elle ne sera pas incluse dans ce pacte".

- On dément une information parue dans le "New York Times" suivant laquelle une mission d'achat syrienne se trouverait à Paris pour faire expédier armes et munitions à la Syrie et au Liban. On sait cependant que le matériel militaire de ces deux pays est de fabrication française et que sont toujours en cours d'exécution les contrats qui prévoient l'entretien et le renouvellement de ce matériel.

- On a découvert une nouvelle nappe de pétrole au pied des Pyrénées. Du gaz a jailli sur le territoire de la Commune de Plagne, près de Cazères dans la Haute Garonne. Les forages sont activés pour atteindre le pétrole.

- M. Naegelen sera demain à Paris pour s'entretenir avec M. Moch du résultat du premier tour des élections dans les départements d'Algérie.

BELGIQUE.

La Belgique connaît des difficultés politiques sérieuses. Les deux partis de la coalition gouvernementale : socialistes du PSB et catholiques du PSC sont en passe de divorcer. Leur entente, qui forme la coalition gouvernementale ne semble pas devoir durer plus de quelques semaines le temps de régler quelques questions en cours et notamment de ratifier le Pacte de l'Atlantique lorsque sa signature sera chose faite. Ceci nous amènera au début d'avril, date présumée de la dissolution des Chambres. Les élections se dérouleraient dans la première quinzaine de mai.

Les raisons de ce divorce sont d'ordre économique et financier. Il y a trois milliards de déficit dans le Budget du fait de l'augmentation des allocations de chômage. Comment le résorber ? Les socialistes songent à de nouveaux impôts sur les bénéfices des sociétés. Les catholiques y sont opposés résolument. Aucun accord ne semble devoir résoudre le problème.

GRANDE-BRETAGNE.

M. Bevin a reçu les ambassadeurs des Etats-Unis et de France. Le délicat problème des démantèlements des usines allemandes était l'objet de cet entretien.

- A la suite d'incidents qui ont eu lieu dans les rues de Londres dimanche à l'occasion d'un défilé de quelque 400 fascistes de sir Oswald Mosley auxquels s'étaient heurtés des éléments communistes, le Ministre de l'Intérieur a décidé d'interdire les défilés politiques dans les rues de la capitale.

- Demain s'ouvrira aux Communes un débat sur l'Allemagne et l'Europe orientale. Les milieux politiques sont d'avis que les conservateurs demanderont la rupture des relations économiques avec les pays situés au delà du rideau de fer. Ils pourraient également, demander, croit-on, la rupture des relations diplomatiques. Le Gouvernement est décidé à maintenir sa politique actuelle.

ETATS UNIS.

L'accord international sur le blé, accord auquel l'URSS ne sera pas partie, sera probablement signé demain à Washington.

- M. Kenneth Royall, secrétaire d'Etat américain à l'Armée, a déclaré devant la Commission Sénatoriale des forces armées : "Selon mes évaluations les meilleures, la guerre n'est pas imminente. Elle est cependant possible.

- Le C.I.O. d'une des deux grandes centrales ouvrières américaines déplore qu'il y ait eu nécessité de conclure le Pacte Atlantique mais il a décidé de donner son appui sans réserve au traité.

(Journée en bref (suite) 1256.)

ITALIE.- La discussion sur l'adhésion de l'Italie au Pacte Atlantique s'est ouverte au Sénat italien par un discours du Comte Sforza. Celui-ci sera à Paris vendredi prochain pour signer le traité commercial franco-italien.

PORTUGAL.- Un important Conseil des Ministres se tient ce soir à Lisbonne pour étudier le texte du Pacte Atlantique.

ALLEMAGNE.- Les gouverneurs militaires britannique et américain ont désigné les douze Administrateurs allemands qui géreront les entreprises sidérurgiques de la Ruhr en attendant qu'un Etat allemand de l'Ouest se prononce définitivement que la propriété de ces entreprises.

FINLANDE.- Les milieux sociaux-démocrates finlandais affirment que les communistes finlandais préparent pour la fin avril une série de grèves qui affecteront la plupart des grandes industries et que le Parti communiste entraînerait dès maintenant des cadres spéciaux en vue des troubles que ces grèves pourraient provoquer.

LA JOURNÉE SOCIALE

Le BUREAU DE LA C.F.T.C. a décidé de "poursuivre ses efforts pour la modification de la loi sur les Conventions collectives, afin de permettre d'y inclure la fixation des salaires".

La FEDERATION SYNDICALISTE DES SPECTACLES F.O. a décidé de réunir son Conseil national extraordinaire le 10 avril prochain.

La Grève des MINES DE PHOSPHATES, déclenchée le 22 février, se poursuit en Tunisie. Les autres entreprises minières ont décidé des grèves de solidarité et il est à craindre qu'une grève générale de 24 heures ou 48 h. ne se déclenche si un accord n'intervient pas.

SUR LE MARCHÉ PARALLELE on a coté aujourd'hui Nap. 4525. EAGLE IIIO. CROIX 4325 SOUV. 5525. LIVRE II25. DOLLAR 382 à 385. FRANC suisse 96, belge 7,50; PESETA II.- LINGOT 617.500. BARRE non cotée.

----- fin de la lettre 1256 -----

le commerce intra-européen, les droits de tirage effectués au titre du plan Marshall pouvant se faire en sterlings. C'est là une vieille idée anglaise qui est maintenant au premier plan de la vie économique et même de l'agenda du Conseil Européen. A ce sujet, il est vraisemblable que la Grande-Bretagne va se trouver fort marrie du rattachement du franc Djibouti, non pas au sterling, mais au dollar.

Le Comité du blé a terminé ses travaux. Ses résultats seront publiés sous peu. Alors que, les années passées, on se disputait pour importer, ce sont maintenant les exportateurs qui se sont arrachés des concessions et des prix. Le tarif maximum (dollar 1,80 le bushel) et le tarif minimum (1,20) sont pour l'Argentine extrêmement défavorables puisque ce pays vendait en 1947 le bushel de blé \$ 3,50. Mais ils sont des assurances pour les Etats-Unis et même pour la France qui s'est portée exportatrice. Au total, les exportations porteront sur 495 millions de boisseaux. Pour la France, le prix maximum est de \$ 1,80 le bushel, fob port français, avec une "prime de proximité" de 35 cents en cas d'exportation vers l'Angleterre.

Notons, pour terminer cette lettre, que l'on paraît attacher beaucoup d'importance au Quai d'Orsay aux investissements que vient de faire la firme Republic Steel au Libéria. C'est, dit-on, la preuve éclatante de l'intérêt que porte à l'Afrique le big business et une indication des plus intéressantes quant à la compétition des grosses firmes dans ce continent.

paul dehem

N.B.- Les personnalités agréés comme Administrateurs des entreprises sidérurgiques de la Ruhr sont : H. DINKEBAHN; H. DEIST; A. MENGE; A. WAGNER; Willi GELDRACHER; Friedrich HARDERS; Karl BARTH; Gunther HENLE; H. MEIER; Herbert MONDEN; Erich PETTHOFF.